

ERRATUM

Commission paritaire pour le secteur franco- phone et germanophone de l'aide sociale et des soins de santé

CCT n° 176767/CO/332
du 23/09/2022

Correction du texte français :

- Le préambule de la CCT doit être corrigé comme suit : "Dans le cadre (...). En effet, les accueillant.e.s d'enfants à domicile sont responsables des enfants qui leur sont confiés pendant le temps de disponibilité d'accueil des enfants à leur domicile ou un lieu choisi par elle **eux/elles**. Dès lors, il est impossible, pour les accueillant.e.s exerçant un mandat syndical, de se libérer pour exercer leur mandat lorsque les enfants dont **ils/elles** ont la garde sont présents à leur domicile."
- A l'article 2, premier alinéa "accueillants" doit être remplacé par "**accueillant.e.s**".
- L'article 2, 2nd alinéa doit être corrigé comme suit : "En vue de l'exercice de son mandat syndical, l'accueillant.e mandataire syndical occupé.e à temps plein peut se libérer du temps d'accueil des enfants dont **il/elle** a la garde à raison d'au maximum un jour fixe par semaine, fixé de commun accord avec l'employeur."

ERRATUM

Paritair Comité voor de Franstalige en Duits- talige welzijns- en gezondheidssector

CAO nr. 176767/CO/332
van 23/09/2022

Verbetering van de Franstalige tekst :

- De inleiding van de CAO moet als volgt verbeterd worden : "Dans le cadre (...). En effet, les accueillant.e.s d'enfants à domicile sont responsables des enfants qui leur sont confiés pendant le temps de disponibilité d'accueil des enfants à leur domicile ou un lieu choisi par elle **eux/elles**. Dès lors, il est impossible, pour les accueillant.e.s exerçant un mandat syndical, de se libérer pour exercer leur mandat lorsque les enfants dont **ils/elles** ont la garde sont présents à leur domicile."
- In artikel 2, eerste lid moet "accueillants" vervangen worden door "**accueillant.e.s**".
- Artikel 2, 2de lid moet als volgt verbeterd worden : "En vue de l'exercice de son mandat syndical, l'accueillant.e mandataire syndical occupé.e à temps plein peut se libérer du temps d'accueil des enfants dont **il/elle** a la garde à raison d'au maximum un jour fixe par semaine, fixé de commun accord avec l'employeur."

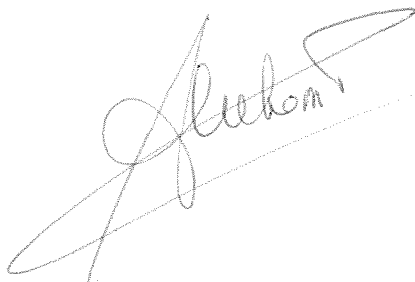
- L'article 7, 1er alinéa doit être corrigé comme suit :
"La présente convention collective est conclue pour une durée indéterminée et entre en vigueur le jour de sa signature, sous la condition suspensive de la garantie du maintien de la subvention complète par l'ONE, malgré la diminution de la disponibilité de l'accueillant.e mandataire syndical à l'égard des parents et des enfants dont il/elle a la garde."

- Artikel 7, 1ste lid moet als volgt verbeterd worden : "La présente convention collective est conclue pour une durée indéterminée et entre en vigueur le jour de sa signature, sous la condition suspensive de la garantie du maintien de la subvention complète par l'ONE, malgré la diminution de la disponibilité de l'accueillant.e mandataire syndical à l'égard des parents et des enfants dont il/elle a la garde."

Décision du

Beslissing van

21-03-2023

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'J. Kuchem', is written over a horizontal line.

Commission paritaire pour le secteur francophone et germanophone de l'aide sociale et des soins de santé

Convention collective de travail du 23 septembre 2022 définissant les modalités d'exercice des mandats syndicaux des accueillant.e.s d'enfants dans les Services d'Accueil d'enfants agréés et subventionnés comme tels par l'Office de la Naissance et de l'Enfance, complétant la Convention collective de travail du 11 mai 2009 sur le statut de la délégation syndicale (Convention enregistrée le 15 décembre 2009 sous le numéro 96484/CO/332).

PREAMBULE

Dans le cadre de l'établissement du statut salarié des accueillant.e.s d'enfants à domicile via l'utilisation du contrat de travail à domicile tel que prévu par les articles 119 et suivants de la Loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, il a été jugé nécessaire de modaliser la manière dont peut s'organiser le temps de libération syndical des accueillant.e.s d'enfants à domicile exerçant un mandat syndical. En effet, les accueillant.e.s d'enfants à domicile sont responsables des enfants qui leur sont confiés pendant le temps de disponibilité d'accueil des enfants à leur domicile ou un lieu choisi par elle. Dès lors, il est impossible, pour les accueillant.e.s exerçant un mandat syndical, de se libérer pour exercer leur mandat lorsque les enfants dont elles ont la garde sont présents à leur domicile.

Afin de pallier cette impossibilité, partenaires sociaux et pouvoirs subsidiaires se sont accordés sur la possibilité, pour un.e accueillant.e mandataire syndical disposant ou non d'un mandat au Conseil d'entreprise et/ou au Comité pour la Prévention et la Protection au Travail, occupé.e à temps plein, de consacrer au maximum un jour fixe par semaine à l'exercice de son mandat syndical, ce afin d'assurer la prévisibilité de l'accueil pour les familles et les enfants, tout en maintenant la subsidiarité de l'intégralité de sa rémunération.

Pour autant que de besoin, il est précisé que les règles instaurées par la présente convention résultent du besoin spécifique à ce seul secteur d'organiser de façon prévisible le temps de libération syndical des accueillant.e.s exerçant un mandat syndical et n'ont pas de caractère reproductible pour les autres secteurs.

Article 1^{er}.

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs des services d'accueil d'enfants agréés et subventionnés comme tels par l'Office de la Naissance et de l'Enfance, ressortissant à la compétence de la Commission paritaire pour le secteur francophone et germanophone de l'aide sociale et des soins de santé et à leur personnel, tant féminin que masculin, exerçant une fonction d'accueillant.e d'enfants sous statut de travailleur.euse à domicile.

Article 2.

En ce qui concerne les accueillant.e.s d'enfants occupé.e.s sous contrat de travail à domicile, conformément à la Convention collective de travail du 25 juin 2021 relative au statut complet de travailleur salarié pour les accueillants d'enfants à domicile (enregistrée sous le numéro 166097) dans les « services d'accueil d'enfants » agréés et subventionnés comme tels par l'ONE, les différentes dispositions prévues dans le chapitre VIII, article 37 de la Convention collective de travail du 11 mai 2009 sur le statut de la délégation syndicale (Convention enregistrée le 15 décembre 2009 sous le numéro 96484/CO/332), doivent pouvoir s'intégrer dans des modalités préservant une capacité d'accueil suffisamment régulière.

En vue de l'exercice de son mandat syndical, l'accueillant.e mandataire syndical occupé.e à temps plein peut se libérer du temps d'accueil des enfants dont elle a la garde à raison d'au maximum un jour fixe par semaine, fixé de commun accord avec l'employeur.

* ic/

La libération doit être nécessaire et sa durée doit pouvoir être justifiée.

Dans ce cadre, moyennant la libération du mandataire syndical pour l'exercice de ses missions syndicales au maximum un jour fixe par semaine, il est considéré que les capacités de libération prévues par le chapitre VIII de la Convention collective de travail du 11 mai 2009, dont question ci-avant, sont entièrement rencontrées.

Dans la mesure du possible, les employeurs s'engagent à organiser la concertation sociale interne en tenant compte de ce jour fixe de libération.

Toute dérogation à ce jour fixe de libération, ponctuelle et exceptionnelle, ne peut se faire que de commun accord entre l'employeur et le mandataire syndical concerné.

Article 3.

Un délai de 3 mois entre l'accord prévu à l'article 2 et l'entrée en vigueur de cet accord (la libération effective du mandataire syndical) devra être respecté afin que les Services d'accueil d'enfants puissent réorganiser l'accueil des enfants et modifier les contrats d'accueil avec les parents.

Article 4

Pour autant que le pouvoir subsidiant subsidie cette augmentation, l'employeur peut proposer à l'accueillant.e d'enfants à temps partiel exerçant un mandat syndical une augmentation temporaire de son temps de travail à due concurrence afin que la disponibilité d'accueil des enfants et le service rendu aux familles soit assuré.

Article 5.

Les accueillant.e.s d'enfants dans les « services d'accueil d'enfants » agréés et subventionnés comme tels par l'ONE qui disposent d'un mandat au Conseil d'entreprise (CE) ou au Comité pour la Prévention et la Protection au Travail (CPPT) disposent des mêmes facilités de libération que celles prévues pour les délégués syndicaux par l'article 2, 3 et 4 de la présente convention.

Ces facilités ne sont pas cumulables.

Article 6 – Evaluation de la mesure

§1 A la demande de l'employeur, cette mesure sera évaluée en concertation locale, tous les six mois pendant un an après son entrée en vigueur, et ce au sein de chaque service, sur base :

- Du total d'heure libérées pour le total d'heure dédié à l'activité syndicale.
- L'impact de cette libération sur l'organisation du service.

Cette évaluation a pour but une réflexion sur l'organisation de chaque service afin d'ajuster le temps de libération fixé de commun accord, visé l'article 2, si cela devait s'avérer être nécessaire.

§ 2 Au terme d'un an, la convention collective de travail sera évaluée par les partenaires sociaux au sein de cette Commission Paritaire, sur base des évaluations faites localement.

La présente CCT pourra être revue, le cas échéant, sur base de cette évaluation.

Art. 7

La présente convention collective est conclue pour une durée indéterminée et entre en vigueur le jour de sa signature, sous la condition suspensive de la garantie du maintien de la subvention complète par l'ONE, malgré la diminution de la disponibilité de l'accueillant.e mandataire syndical à l'égard des parents et des enfants dont elle a la garde.

ie/

Chacune des parties peut y mettre fin moyennant un préavis écrit de six mois, adressé au président de la Commission paritaire pour le secteur francophone et germanophone de l'aide sociale et des soins de santé.

Paritair Comité voor de Franstalige en Duitstalige welzijns- en gezondheidssector

Collectieve arbeidsovereenkomst van 23 september 2022 tot bepaling van de uitoefeningsmodaliteiten van de vakbondsmandaten van de onthaalouders in de "Services d'Accueil d'Enfants" (diensten voor kinderopvang) die als dusdanig erkend en gesubsidieerd zijn door het "Office de la Naissance et de l'Enfance", tot aanvulling van de collectieve arbeidsovereenkomst van 11 mei 2009 betreffende het statuut van de vakbondsafvaardiging (Overeenkomst geregistreerd op 15 december 2009 onder nummer 96484/CO/332).

INLEIDING

In het kader van de invoering van het statuut van loontrekkende voor de onthaalouders door het gebruik van de arbeidsovereenkomst voor thuisarbeid zoals bepaald door de artikelen 119 en volgende van de Wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, werd het noodzakelijk geacht om de modaliteiten vast te leggen voor de manier waarop de tijd voor vakbondswerk van de onthaalouders die een vakbondsmandaat uitoefenen kan worden georganiseerd. De onthaalouders zijn immers verantwoordelijk voor de kinderen die hen worden toevertrouwd gedurende de tijd dat zij thuis of op een plaats door hen gekozen werd beschikbaar zijn voor de kinderopvang. Derhalve is het voor de onthaalouders die een vakbondsmandaat uitoefenen onmogelijk om zich vrij te maken om hun mandaat uit te oefenen wanneer de kinderen die zij opvangen bij hen thuis aanwezig zijn.

Om deze onmogelijkheid te verhelpen zijn de sociale partners en subsidiërende overheden overeengekomen over de mogelijkheid voor een onthaalouder met een vakbondsmandaat die al dan niet over een mandaat beschikt in de Ondernemingsraad en/of in het Comité voor Preventie en Bescherming op het Werk, die voltijds tewerkgesteld is, om maximaal een vaste dag per week te besteden aan de uitoefening van zijn vakbondsmandaat, dit teneinde te zorgen voor de voorspelbaarheid van de opvang voor de gezinnen en de kinderen, met behoud van de subsidiëring van zijn integraal loon.

Voor zover nodig wordt gepreciseerd dat de regels ingevoerd door deze overeenkomst voortvloeien uit de specifieke behoefte van deze enige sector om de tijd voor vakbondswerk van de onthaalouders die een vakbondsmandaat uitoefenen op een voorspelbare manier te organiseren en dat zij geen reproduceerbaar karakter hebben voor de andere sectoren.

Artikel 1.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers van de "Services d'Accueil d'Enfants" (diensten voor kinderopvang) die als dusdanig erkend en gesubsidieerd zijn door het "Office de la Naissance et de l'Enfance", die ressorteren onder de bevoegdheid van het Paritair Comité voor de Franstalige en Duitstalige welzijns- en gezondheidssector en op hun mannelijk en vrouwelijk personeel dat een functie van onthaalouder uitoefent met het statuut van thuiswerker.

Artikel 2.

Wat de onthaalouders betreft die tewerkgesteld zijn met een arbeidsovereenkomst voor thuisarbeid, overeenkomstig de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 juni 2021 betreffende het volledig statuut van loontrekkende werknemers voor onthaalouders (geregistreerd onder nummer 166097) in de "Services d'Accueil d'Enfants" (diensten voor kinderopvang) die als dusdanig erkend en gesubsidieerd zijn door het ONE, moeten de verschillende bepalingen waarin voorzien is in hoofdstuk VIII, artikel 37 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 11 mei 2009 betreffende het statuut van de vakbondsafvaardiging (Overeenkomst geregistreerd op 15 december 2009 onder het nummer 96484/CO/332), kunnen worden opgenomen in modaliteiten die een voldoende regelmatige opvangcapaciteit waarborgen.

Met het oog op de uitoefening van zijn vakbondsmandaat mag de onthaalouder met een vakbondsmandaat die voltijds tewerkgesteld is worden vrijgesteld van de tijd voor de kinderopvang ten belope van maximaal een vaste dag per week, die in onderlinge overeenstemming met de werkgever wordt vastgesteld.

De vrijstelling moet noodzakelijk zijn en de duur ervan moet kunnen worden gerechtvaardigd.

In dit kader wordt mits de vrijstelling van de vakbondsmandataris voor de uitoefening van zijn vakbondsopdrachten voor maximaal een vaste dag per week, ervan uitgegaan dat aan de vrijstellingscapaciteiten waarin voorzien is in hoofdstuk VIII van de collectieve arbeidsovereenkomst van 11 mei 2009, waarvan hierboven sprake, volledig wordt tegemoetgekomen.

Voor zover mogelijk verbinden de werkgevers zich ertoe om het intern sociaal overleg te organiseren rekening houdend met deze vaste vrijstellingsdag.

Elke eenmalige en uitzonderlijke afwijking van deze vaste vrijstellingsdag kan enkel in onderlinge overeenstemming tussen de werkgever en de betrokken vakbondsmandataris gebeuren.

Artikel 3.

Een termijn van 3 maanden tussen het akkoord waarin voorzien is in artikel 2 en de inwerkingtreding van dit akkoord (de effectieve vrijstelling van de vakbondsmandataris) zal moeten worden nageleefd opdat de "Services d'Accueil d'Enfants" (diensten voor kinderopvang) de kinderopvang zouden kunnen reorganiseren en de opvangovereenkomsten met de ouders wijzigen.

Artikel 4

Voor zover de subsidiërende overheid deze verhoging subsidieert, mag de werkgever aan de deeltijdse onthaalouder die een vakbondsmandaat uitoefent naar evenredigheid een tijdelijke verhoging van zijn arbeidstijd voorstellen zodat de beschikbaarheid van de kinderopvang en de dienst die aan de gezinnen wordt verleend zou worden gewaarborgd.

Artikel 5.

De onthaalouders in de "Services d'Accueil d'Enfants" (diensten voor kinderopvang) die als dusdanig erkend en gesubsidieerd zijn door het ONE en die beschikken over een mandaat in de Ondernemingsraad (OR) of in het Comité voor Preventie en Bescherming op het Werk (CPBW) beschikken over dezelfde vrijstellingsfaciliteiten als die waarin voorzien is voor de vakbondsafgevaardigden door artikel 2, 3 en 4 van deze overeenkomst.

Deze faciliteiten zijn niet cumuleerbaar.

Artikel 6 - Evaluatie van de maatregel

§1 Op verzoek van de werkgever zal deze maatregel om de zes maanden gedurende een jaar na de inwerkingtreding ervan worden geëvalueerd in lokaal overleg, en dit binnen elke dienst, op basis:

- van het totaal van vrijgestelde uren voor het uurtotaal dat aan de vakbondsactiviteit wordt gewijd.
- De impact van deze vrijstelling op de organisatie van de dienst.

Het doel van deze evaluatie is na te denken over de organisatie van elke dienst teneinde de vrijstellingstijd bedoeld in artikel 2, die in onderlinge overeenstemming is vastgesteld, aan te passen als dit nodig zou blijken.

§ 2 Na een jaar zal de collectieve arbeidsovereenkomst worden geëvalueerd door de sociale partners binnen dit paritair comité, op basis van de evaluaties die lokaal zijn gebeurd.

Deze cao zal desgevallend kunnen worden herzien op basis van deze evaluatie.

Art. 7

Deze collectieve overeenkomst wordt gesloten voor onbepaalde duur en treedt in werking op de dag van ondertekening, onder de opschortende voorwaarde dat het behoud van de volledige subsidie door het ONE moet worden gewaarborgd, ondanks de vermindering van de beschikbaarheid van de onthaalouder vakbondsmandataris ten aanzien van de ouders en van de kinderen die hij/zij opvangt.

Zij kan worden opgezegd door de partijen met een opzeggingstermijn van zes maanden, gericht aan de voorzitter van het Paritair Comité voor de Franstalige en Duitstalige welzijns- en gezondheidssector.